

**Assemblée générale**

Distr. générale  
25 février 2011  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-cinquième session**  
Point 112 c) de l'ordre du jour  
**Élections aux sièges devenus vacants**  
**dans les organes subsidiaires**  
**et autres élections : élection de quinze membres**  
**du Conseil des droits de l'homme**

**Note verbale datée du 16 février 2011, adressée au Président**  
**de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Inde**  
**auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de rappeler que l'Inde s'est portée candidate, pour la période 2011-2014, à un siège au Conseil des droits de l'homme, dans le cadre des élections qui se tiendront à New York en mai 2011.

La Mission permanente de l'Inde tient à préciser que la candidature indienne au Conseil des droits de l'homme a déjà été entérinée par le Groupe des États d'Asie et a l'honneur de transmettre un aide-mémoire contenant les engagements que l'Inde a pris volontairement (voir annexe), en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.



**Annexe à la note verbale datée du 16 février 2011 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par la Mission  
permanente de l'Inde auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Engagements pris volontairement par l'Inde**

1. L'Inde sera candidate à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014 lors des élections qui se tiendront à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en mai 2011.

2. L'Inde œuvre sans relâche depuis longtemps à la promotion et à la défense des droits de l'homme. Elle a eu le privilège de se trouver à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid avant même son indépendance. Son attachement à ces objectifs trouve son origine dans la certitude que, dans une société véritablement pluraliste, l'épanouissement et le bien-être des citoyens ne peuvent être assurés que dans le cadre d'une culture de défense et de promotion des droits de l'homme.

3. La Constitution indienne consacre l'engagement du pays en faveur des droits de l'homme en garantissant les droits civils et politiques fondamentaux des citoyens, de même qu'en affirmant les obligations de l'État en matière de droits économiques, sociaux et culturels par l'intermédiaire de dispositions spéciales aux fins de leur réalisation et de leur application progressives. Conformément à cet engagement, l'Inde a pris ces dernières années plusieurs mesures importantes qui visent en particulier à favoriser le développement humain et l'autonomisation des citoyens. Elle a par exemple récemment décidé d'adhérer à la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants. En 2010, le Gouvernement a présenté au Parlement le projet de loi sur la protection des femmes contre le harcèlement sexuel au travail dans les secteurs tant structurés que non structurés. En 2009, la loi sur le droit à l'éducation a été promulguée, inscrivant pour la première fois depuis l'indépendance du pays un nouveau droit fondamental dans la Constitution. Cette loi, qui a déjà pris effet, garantit le droit des enfants à un enseignement libre et obligatoire dans les écoles de quartier. En 2008, un projet de loi portant modification de la Constitution a été présenté au Parlement en vue de réserver aux femmes près d'un tiers des sièges de la chambre basse du Parlement et des assemblées législatives des États pendant 15 ans. La chambre haute a adopté ce projet de loi en 2010. Cela faisait suite à une initiative importante en faveur de l'autonomisation des femmes, qui avait consisté à leur réserver un tiers des sièges dans les administrations municipales et territoriales autonomes et à associer ainsi plus d'un million d'entre elles aux processus de décision sur le plan local. Au cours de l'année 2008, une loi sans précédent sur les forêts est entrée en vigueur qui reconnaît et garantit les droits des habitants traditionnels des forêts. En 2007, la Commission nationale de défense des droits de l'enfant a été créée, conformément à l'engagement pris à ce sujet. Elle a pour mandat de veiller à ce que toutes les mesures législatives et administratives tiennent compte des droits de l'enfant tels qu'ils sont consacrés dans la Constitution indienne et la Convention relative aux droits de l'enfant. En 2006, marquant une étape décisive, le programme national assurant l'emploi rural a été lancé afin de mieux garantir les moyens de subsistance des pauvres. Il comprend une disposition juridique qui assure 100 jours d'emploi rémunéré par an aux membres adultes des ménages ruraux qui se portent volontaires pour effectuer des travaux manuels

n'exigeant aucune qualification. Au cours de la même année, en témoignage de l'attachement de l'Inde à l'élimination du travail des enfants, l'interdiction d'employer des enfants de moins de 14 ans comme domestiques ou dans la restauration est entrée en vigueur. En 2005, la loi relative à la protection des femmes contre la violence familiale a été adoptée par le Parlement indien. Elle prévoit une aide d'urgence immédiate pour les femmes victimes de ce type de violence. La même année, une loi constituant une avancée majeure, la loi sur le droit à l'information, a été adoptée et a pris effet.

4. En outre, la justice indienne, indépendante et impartiale, a rendu au fil des ans des arrêts ambitieux sur la défense et la promotion des droits de l'homme. Parmi les grandes mesures prises par la Cour suprême figure l'application du concept de procédure judiciaire d'intérêt général, qui permet à tout individu ou groupe d'individus invoquant l'intérêt général de saisir la Cour. On peut citer comme autre exemple l'arrêt rendu dans l'affaire *Vishakha c. État du Rajasthan* (1997), par lequel la Cour a statué que les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels l'Inde est partie pouvaient être interprétées comme s'apparentant aux droits fondamentaux inscrits dans la Constitution indienne, même en l'absence de législation intérieure pertinente. La Cour suprême a également reconnu la justiciabilité de certains droits économiques et sociaux dans le prolongement du droit à la vie. Parallèlement, la Commission nationale des droits de l'homme – puissant organe indépendant qui est accrédité comme institution de catégorie A par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme – suit l'évolution de la situation des droits de l'homme en Inde et partage son expérience et son expertise avec ses homologues d'autres pays. Par ailleurs, la liberté et l'indépendance des médias indiens jouent un rôle crucial dans la promotion du respect et de la surveillance des droits de l'homme. La société civile indienne est l'une des plus actives du monde.

5. L'Inde n'a eu de cesse d'appuyer l'action des Nations Unies pour les droits de l'homme et son engagement en faveur de la promotion et de la défense de ces droits est profondément ancré dans sa politique intérieure et étrangère. Elle a pris une part active à l'élaboration et à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, efforts auxquels M. Hansa Mehta, travailleur social gandhien qui était à la tête de la délégation indienne, a contribué de façon significative. Depuis lors, l'Inde a constamment eu à cœur de participer aux débats organisés sur les droits de l'homme dans les forums internationaux et à la définition de normes largement acceptées à l'échelle internationale. Elle est signataire de la plupart des grands instruments internationaux de promotion des droits de l'homme et a accompli deux mandats consécutifs, de 2006 à 2007 et de 2007 à 2010, en tant que membre, dynamique et constructif, du Conseil des droits de l'homme. Elle a été l'un des premiers pays à se prêter à l'examen périodique universel du Conseil, en avril 2008. Conformément à sa tradition de défense des droits de l'homme et des valeurs humanistes, l'Inde est intervenue à toutes les sessions, de manière constructive et dans un esprit d'ouverture, afin de soutenir le Conseil dans sa tâche de promotion et de défense des droits de l'homme dans le monde entier. Son approche repose sur la ferme conviction que la meilleure et la seule façon d'atteindre les objectifs du Conseil passe par le dialogue et la coopération. L'Inde est une démocratie qui rassemble diverses ethnies, confessions, langues et cultures et qui ne manque jamais de traduire dans les faits son attachement aux droits et aux libertés fondamentales de

l'homme. Elle est une nation dont le maintien au Conseil des droits de l'homme serait un gage de pluralisme, de modération et d'équilibre susceptible d'aider à réconcilier si nécessaire les points de vue de ses membres.

6. Dans ce contexte, l'Inde prend volontairement les engagements suivants :

- i) L'Inde continuera de s'imposer le plus haut niveau d'exigence en matière de promotion et de défense des droits de l'homme;
- ii) L'Inde continuera d'œuvrer à la pleine reconnaissance des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement;
- iii) L'Inde continuera de fonder son action de promotion et de défense des droits de l'homme à l'échelle mondiale sur les principes de la coopération et du dialogue véritable;
- iv) L'Inde continuera de coopérer avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les pays en développement, les pays les moins avancés et les petits États insulaires, à leur demande, pour les doter des moyens de s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, grâce à la coopération technique, à la concertation et aux échanges d'experts;
- v) L'Inde poursuivra ses efforts en vue de faire du Conseil des droits de l'homme un organe fort, efficace et utile qui soit en mesure de promouvoir et de défendre les droits et les libertés fondamentales de chacun;
- vi) L'Inde continuera d'apporter une contribution constructive aux délibérations du Conseil des droits de l'homme, de ses organes subsidiaires et de ses mécanismes, notamment s'agissant d'élaborer des normes dans le domaine des droits de l'homme;
- vii) L'Inde conservera son appui au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à la faveur entre autres de contributions volontaires régulières;
- viii) L'Inde envisagera d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme;
- ix) L'Inde maintiendra sa coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et participera de façon constructive à l'examen et au renforcement du système des procédures spéciales ainsi que des autres mécanismes d'experts du Conseil;
- x) L'Inde reste attachée à la mise en œuvre des recommandations auxquelles elle a adhéré durant le premier cycle de l'examen périodique universel et entend participer au deuxième cycle de manière constructive et dans un esprit d'ouverture;
- xi) L'Inde souhaite toujours ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dont elle est signataire;
- xii) L'Inde souhaite toujours ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, dont elle est signataire;

xiii) L'Inde continuera de coopérer avec les organismes des Nations Unies créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et d'apporter une contribution constructive à leur réforme;

xiv) L'Inde continuera de se conformer à ses procédures et mécanismes nationaux pour promouvoir et défendre les droits et les libertés fondamentales de tous ses citoyens;

xv) L'Inde préservera l'indépendance, l'autonomie et les pouvoirs d'instruction que sa Constitution et ses lois confèrent aux organismes nationaux s'occupant des droits de l'homme, dont la Commission nationale des droits de l'homme, la Commission nationale pour les femmes, la Commission nationale de protection des droits de l'enfant, la Commission nationale pour les minorités, la Commission nationale pour les castes et tribus répertoriées et la Commission nationale pour les castes déshéritées;

xvi) L'Inde continuera de promouvoir l'autonomisation sociale, économique et politique des femmes sur son territoire par le biais de mesures de discrimination positive, de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans la planification nationale, de la budgétisation tenant compte des sexospécificités et de la constitution de groupes d'entraide pour les femmes. Elle poursuivra en outre ses travaux qui visent à éliminer la discrimination et la violence contre les femmes en prenant des dispositions législatives à cet effet et en améliorant l'application des politiques existantes;

xvii) L'Inde maintiendra son appui aux processus intérieurs et internationaux qui ont pour objet l'avancement des droits des femmes, l'égalité entre les sexes et la protection des droits de l'enfant;

xviii) L'Inde continuera de promouvoir dans ses administrations publiques une culture de transparence, d'ouverture et de responsabilisation qui a été instaurée par la loi sur le droit à l'information;

xix) L'Inde continuera d'encourager une participation véritable et un engagement réel de la société civile pour ce qui est de la promotion et la défense des droits de l'homme.